Quand Valérie Hayer, tête de liste Renaissance pour les européennes, prenait position en faveur de Médine lors de la polémique du Bataclan (2018)

01/03/2024 à 19h35



01/03/2024

> *Quand Valérie Hayer, la tête de liste Renaissance pour les européennes prenait position en faveur de Médine (via un article de radio France) alors que ce dernier voulait faire un concert au Bataclan □□ pic.twitter.com/EdOA6xgUW2*
>
> *— David Dobsky (@dobsky33) March 1, 2024*

> *Pour prendre un peu de recul, un éclairage @franceinter. #Médine avant la vague d'attentats de 2015 et s. : "Je suis un démineur qu'on a pris pour un poseur de bombes" via @franceinter https://t.co/4qQ4N21wkQ*
>
> *— Valérie Hayer (@ValerieHayer) June 15, 2018*

(…) « **Valérie est la meilleure option**. Elle a la crédibilité des combats gagnés ces cinq dernières années, une sincérité sur les sujets européens, l'ADN du projet du président chevillé au corps et n'a pas froid aux yeux », encourage le ministre Stanislas Guerini (…)

« **Elle sait traire une vache et conduire un tracteur », s'extasie-t-on rue du Rocher, au siège du parti présidentiel**. Elle-même se définit comme une « paysanne » et vit toujours à Laval, en Mayenne, où elle fut conseillère municipale jusqu'en 2021. (…)

Le Point

« Elle-même se définit comme une "paysanne" »…

Biographie [modifier | modifier le code]

Valérie Hayer est fille d'agriculteurs[5] établis à Saint-Denis-d'Anjou dans la Mayenne. Elle va à l'école de sa commune de naissance, puis au collège de Grez-en-Bouère[6]. Elle passe un diplôme de droit public et devient experte en finances auprès de collectivités locales. Elle travaille ensuite en tant qu'assistante parlementaire pour plusieurs sénateurs, parmi lesquels Pierre Jarlier, membre de l'Union des démocrates et indépendants (UDI) puis de La République en marche (LREM), puis pour l'eurodéputé mayennais Jean Arthuis (UDI puis LREM)[7].

Elle est aujourd'hui députée au Parlement européen où elle a été élue en 2019 sur la liste Renaissance de La République en marche. En avril 2021, elle est également nommée présidente de l'Association pour une Renaissance européenne[8]. En octobre 2021, elle est désignée co-présidente de la délégation Renaissance (renommée L'Europe Ensemble à l'été 2022) au Parlement européen[9, 10].

Wikipédia

[Janvier 2024] – Valérie Hayer élue présidente du groupe Renew (…) [elle] a travaillé sur le budget de l'UE, a négocié le CFP pour le Parlement et est coordinatrice de la commission des budgets pour Renew Europe. **Ses autres travaux portent sur la protection de l'état de droit, les droits LGBT et le soutien à l'industrie européenne**. Elle est également très impliquée dans la mobilisation de la société civile pro-européenne en France.

(…)

Renew Europe Group

« Je me souviens, en tout cas, parmi les éléments qui m'ont marqué : 2002, en France, c'est l'arrivée de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle, ça été un choc. Autre chose, 2001, le World Trade Center (…) »

29/02/2024

(…) **En étant inconnue du grand public et en vous lançant en dernier, partez-vous avec un désavantage et avec le risque de passer au troisième plan, derrière Emmanuel Macron et Gabriel Attal ?**

[redacted] C'est une force ! (…)

Votre candidature intervient après des refus successifs. Y a-t-il eu des refus d'obstacle, au risque de vous faire apparaître comme une «candidate par défaut» ?

Il n'y a aucun refus d'obstacle. L'engagement européen est au cœur de notre projet. [redacted], aucun autre mouvement n'avait fait autant en si peu de temps. En partant du discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne, on a contribué à changer l'Europe. Avec un nouveau souffle et de nouvelles idées, nous allons poursuivre ce projet. (…)

Vous avez travaillé avec les sociaux-démocrates et la droite PPE au Parlement européen. Considérez-vous leurs représentants, Raphaël Glucksmann et François-Xavier Bellamy, comme vos adversaires ou comme des partenaires ?

Ce sont des élus que je respecte. Mais quand je regarde les

votes de [redacted]. Sur le droit à l'avortement, soutient-il son inscription dans la Constitution ? Souhaite-t-il l'intégrer à la charte européenne des droits fondamentaux ? J'ai peur de déjà connaître sa position : c'est un anti-avortement notoire, à l'opposé de l'Europe progressiste que l'on souhaite bâtir. [redacted], et il le sait. Il serait beaucoup plus efficace pour porter ses idées et avoir des résultats. (…)

L'Europe est souvent accusée d'impuissance en matière migratoire. Que répondez-vous ?

Premièrement, c'est vrai, nous avons trop longtemps mis la poussière sous le tapis. [redacted]. Ce qui marche, c'est de se retrousser les manches ensemble, entre Européens, avec des textes efficaces et pragmatiques. Notamment en soutenant les États du Sud de l'Europe, qui sont les principaux pays d'entrée des migrants. À l'inverse, les amis de Jordan Bardella et Marine Le Pen font de fausses promesses. En Italie, Giorgia Meloni a défendu un blocus naval, avant de faire venir de la main-d'œuvre étrangère et de demander de l'aide européenne. Au Royaume-Uni, après le Brexit, les chiffres de l'immigration explosent, avec 682.000 entrées sur 12 mois en juin dernier. Derrière la promesse de construire des murs, il y a l'inefficacité.

Face aux problèmes de main-d'œuvre et de baisse de la natalité dans plusieurs pays européens, considérez-vous qu'il faut davantage recourir à l'immigration ?

Je sais qu'en Allemagne, le patronat s'est mobilisé en ce sens. C'est effectivement aux forces économiques de nous dire quels sont leurs besoins. Notre rôle, à nous, responsables

politiques, est de donner un cadre : la question, c'est comment répondre aux afflux migratoires en Européens ? Quels migrants on accueille, comment on les accueille – notamment les réfugiés -, comment on renvoie ceux qui n'ont pas vocation à rester, et comment on lutte contre les réseaux de passeurs ? [redacted]. Après, ce sont des discussions nationales. (…)

Le Figaro